

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

COMMUNE DE CHANCENAY

ARRÊTE de LIMITES D'AGGLOMERATION
N° 38 / 2020

LE MAIRE de la Commune de CHANCENAY ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213.1 à L.2213-4 ;

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière - livre 1 - 5^{ème} partie- signalisation d'indication des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics.

ARRETE

Article 1 : Les **Limites de l'agglomération** au sens de l'article R110.2 du code de la route sont fixées ainsi qu'il est précisé dans le tableau ci-dessous, indiquant chaque entrée et sortie de la commune et leur positionnement suivant des coordonnées RGF 93 CC48.

| Route | Type | X | Y |
|-------|--------|--------------|--------------|
| D635 | Entrée | 1845868.9653 | 7275870.8329 |
| D635 | Sortie | 1845860.9327 | 7275877.6227 |
| D635 | Entrée | 1846763.1314 | 7276767.8952 |
| D635 | Sortie | 1846769.1788 | 7276759.0676 |

Article 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, sera mise en place par la commune à chaque fois que nécessaire et notamment en cas de modification de leur précédent positionnement.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux habituels prévus à cet effet dans la commune.

Article 6 : Conformément au code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Le Maire et M. le Chef de la Circonscription de la Police Nationale de Saint-Dizier sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le Chef du Pôle Technique de Joinville.

A Chancenas, le 25 août 2020.

Le Maire,
Henri EYCHENNE.

